

**Madame et Monsieur les ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et messieurs les présidents et représentants d'associations
nationales de collectivités,
Mesdames et messieurs les élus, les directrices et directeurs de communautés,
Mesdames et Messieurs les représentants des entreprises, des ministères et
services de l'Etat, des associations partenaires de l'AdCF
Chers collègues, chers amis,**

Vous êtes à nouveau présents en nombre à notre cérémonie annuelle, dans ces locaux du pôle Joubert, notre maison commune des territoires. Je tiens à vous remercier sincèrement d'être là.

2018 Objectif Cohésion disait notre carte de vœux. C'est bien parti, vu comme nous sommes serrés.

Je vous souhaite donc, au nom de l'AdCF, une très bonne année 2018.

Tout d'abord aux élus et membres de notre association qui m'ont élu président il y a quatre mois à Nantes ; avec un merci amical et appuyé pour mon prédécesseur Charles-Eric Lemaignan et à notre président délégué Loïc Cauret pour leur complicité.

Ensuite à l'équipe de l'AdCF, dynamique, professionnelle, disponible, soudée autour de Nicolas Portier et Philippe Schmit, qui œuvre sans compter au service de nos collectivités.

Comme je souhaite donner la parole aux ministres qui nous font l'honneur d'être parmi nous, **je n'abuserai pas de votre patience.**

L'année écoulée a été dense, marquée par des élections nationales décisives et des résultats inattendus quelques mois plus tôt. Nous voilà dans une **configuration inédite** qui mêle au sein du nouveau gouvernement comme de la majorité à l'Assemblée, des personnalités venues de rives différentes et de parcours très divers. Cela rejoint ce que nous pratiquons depuis de nombreuses années dans nos territoires et nos intercommunalités.

Nous ne savions pas où nous allions il y a un an, après le Brexit ou l'élection américaine. Nous savons ce que nous avons évité au printemps dernier. Nous n'oublions pas le malaise qui s'est exprimé lors de ces élections présidentielles et qui a pris une très forte dimension territoriale. Il serait périlleux de penser que cette défiance a subitement disparu.

Les acteurs publics, nationaux comme locaux, ont une responsabilité considérable pour faire repartir le pays de l'avant après dix années de crise. Pour travailler à son apaisement. Et à **la réconciliation entre les Français et leurs décideurs publics.**

Loïc, Charles-Eric sont là à mes côtés, ainsi que nombre de membres de nos instances nationales. Notre association s'est toujours située dans une attitude de responsabilité. Nous avons donc fait le pari de la confiance et pris acte de la volonté du gouvernement de s'inscrire dans une démarche de « pacte girondin » avec les territoires.

Il y a eu des couacs et des maladresses dans les premiers mois, c'est indiscutable et reconnu par le gouvernement lui-même. Nous avons exprimé des désaccords sur tel ou tel dossier. Mais cela ne nous empêche pas de nous inscrire dans une relation de partenariat et de co-construction.

L'AdCF veut prendre sa part, toute sa part, à la transformation de notre pays et à son redressement. L'interruption des baisses de dotations était pour nous indispensable. C'est la décision qui change tout. Nos collectivités vont, je l'espère, pouvoir repartir de l'avant en 2018, réinvestir dans leurs projets de territoires.

2018, 2019, il nous reste seulement deux années pleines sur les mandats en cours pour mettre en œuvre ces projets. Le premier vœu que je souhaite formuler devant vous est que ces deux années soient de très forte intensité en termes de réalisations concrètes, d'actions de développement, d'expérimentations nouvelles.

Les incertitudes de 2017 n'ont pas permis la relance de l'investissement public que nous appelions de nos vœux. Avec nos amis de la Caisse des dépôts, que je salue nous avons constaté un début de reprise. Mais n'oublions pas que notre commande publique n'a jamais été aussi faible.

J'appelle, en ce début 2018, à que tout soit mis en œuvre dans les meilleurs délais pour redynamiser cette commande publique et nos investissements locaux. Notre pays a besoin de logements, d'infrastructures numériques, d'entretien de nos grands réseaux d'eau ou d'énergie, de nos voiries. Nous avons besoin de transports collectifs performants comme l'ont montré les assises des mobilités. Il va falloir redynamiser nos commerces de centre ville mais aussi requalifier nos zones d'activité qui ont beaucoup vieilli, et qu'il faut totalement repenser pour les adapter à la nouvelle économie. Le grand chantier de la transition énergétique est devant nous, à travers le déploiement des énergies nouvelles, les solutions d'efficacité énergétique. Nous pouvons stimuler des projets d'économie circulaire, moins consommateurs de ressources.

Beaucoup d'entre vous travaillent dans ces différents métiers et secteurs d'activité. Acteurs publics comme privés, vous attendez cette relance. En disant cela, je n'oublie pas nos contraintes budgétaires actuelles. Mais je sais que nos dépenses d'investissement public ne pèsent en France que 3 à 4% de notre PIB. Sur 57% de dépenses publiques et sociales ! Notre message est de sanctuariser à l'avenir ces bonnes dépenses qui préparent l'avenir. De cesser d'en faire les variables d'ajustement permanentes des arbitrages budgétaires.

C'est pourquoi l'AdCF joue pleinement le jeu des efforts de maîtrise des dépenses de fonctionnement qui nous sont demandés dans la nouvelle contractualisation. Mais nous souhaitons en contrepartie que l'on nous aide à redynamiser nos investissements locaux. De ce point de vue, nous attendons beaucoup du nouveau plan d'investissement que le gouvernement veut engager.

Nous appelons également à ce que des compromis raisonnables soient trouvés sur le financement du logement social, sans paralyser les programmes en cours. Nous espérons que les prochaines assises de l'eau permettront de sortir de la crise provoquée par les ponctions budgétaires sur les agences.

De manière générale, l'AdCF a proposé au gouvernement la signature de nouveaux contrats d'investissement entre l'Etat et les territoires. Des contrats globaux donnant de la visibilité pluriannuelle aux acteurs locaux. **« Un territoire, un projet, un contrat », c'était le mot d'ordre déjà proposé par Jacques Chérèque il y a vingt ans.** Cette très grande figure du syndicalisme, du développement local et de l'aménagement du territoire vient hélas de nous quitter. **Reprenons sa formule à l'AdCF.**

Cette évocation me conduit à souligner l'importance que nous attachons aux questions de développement économique et de redressement productif.

Des alliances territoires-industrie

La loi NOTRe a incontestablement clarifié les compétences économiques en consacrant le binôme régions-communautés. Nous sommes en train d'analyser les schémas régionaux et les premières conventions signées entre les exécutifs régionaux, les métropoles et communautés. Nous voulons faire de 2018 une grande année de mobilisation sur ces sujets.

Un vent de reprise économique souffle sur nos territoires. Le « climat des affaires » s'améliore, les carnets de commande se remplissent. Pour la première fois depuis quinze ans, 2017 aura vu en France plus d'usines ouvrir que fermer. Cette reprise doit être confortée. Elle doit trouver des solutions rapides aux déficits de main d'œuvre qualifiée voire de fournisseurs que nous constatons ici et là.

Il faut rebâtir notre socle productif et c'est dans nos bassins d'emploi, dans nos territoires, qu'il faudra ancrer cette reconquête. **Nous**

appelons ainsi à une alliance entre les territoires et les industriels.

Les délégations régionales de l'AdCF souhaitent accentuer en 2018 leurs rapprochements avec les régions, les fédérations patronales, les chambres consulaires... sur ces beaux sujets.

Nouvelles relations de confiance entre Etat et collectivités, reprise de l'investissement public local, redynamisation industrielle.... voilà les trois vœux principaux dont je voulais vous faire part aujourd'hui.

Nous avons naturellement beaucoup d'autres projets et attentes. Les chantiers qui mobiliseront l'AdCF dans les prochains mois sont très nombreux et divers. De la réforme de la fiscalité locale à la transition écologique.

Des mobilités à la loi sur le logement et aux chantiers ouverts sur la politique de la ville.

De la prévention des inondations aux débats sur les compétences eau et assainissement.

Des SRADDET en préparation dans les régions à la réorganisation institutionnelle du Grand Paris pour laquelle l'AdCF a transmis en décembre ses scénarios et propositions.

Nos communautés et nos métropoles se retrouvent au centre de ces différents chantiers. **Elles sont devenues les pivots de ces politiques publiques et leur cadre de territorialisation.** C'est assez frappant de voir l'accélération de l'histoire sur ce sujet. L'élargissement des périmètres de l'an dernier a également réduit les disparités et accru les capacités opérationnelles des communautés.

Cette organisation de nos bassins de vie, qui reste ici et là à parfaire, va profondément changer la donne. J'en ai la conviction intime. En lien étroit avec nos communes, qui elles aussi se recomposent à travers l'essor des communes nouvelles, nous inventons une **subsidiarité dynamique** qui transforme totalement nos politiques publiques et la capacité des acteurs locaux à agir.

Cette transformation doit nous donner de vraies raisons d'être optimistes et de cesser les jeux de posture en ravivant des clivages d'un autre âge. Il m'arrive parfois, dans certains colloques, d'avoir le sentiment de ne pas vivre dans le même monde que les orateurs de tribune.

De même, **l'AdCF veut contribuer à réconcilier la France des villes et des villages, des métropoles et des villes intermédiaires, des quartiers sensibles comme de l'hyper-ruralité.** Nous pensons que l'un de nos avantages comparatifs en France est notre forte cohésion territoriale. C'est un atout majeur qu'il faut préserver par dessus tout.

Devant les représentants des associations de notre pôle Joubert, je tiens à redire l'importance de travailler tous ensemble, métropoles, agglomérations, communautés rurales, pays et pôles d'équilibre, syndicats de SCOT, agences d'urbanisme... Il y a ici chaque jour, chaque semaine, des représentants de tous les types de territoires.

Pour 2018, nous souhaitons avec les présidents des autres associations du Pôle Joubert (citer Jean-Luc Moudenc, Louis Nègre, Jean Rottner, Patrice Vergriete, Raymond Vall....) encore approfondir nos mutualisations et cette intelligence collective qui fait notre force.

L'AdCF est sera toujours avec ceux qui fédèrent face à ceux qui cherchent à cliver, du côté de la solidarité et de la coopération contre ceux qui veulent jouer solo. Nous y mettons beaucoup de passion, c'est vrai, mais comme l'a dit le philosophe, *« il vaut mieux risquer de se perdre dans sa passion que perdre sa passion ».*

Parce que beaucoup d'entre vous me l'ont déjà dit, je sais que les partenaires et interlocuteurs que vous êtes appréciez cette manière d'être de notre association et ce message.

Dites vous aussi que vous participez à notre aventure en nous aidant au quotidien et en nous soutenant. **Il y a une sorte d'AdCF « hors-les-murs ». Une AdCF « augmentée ».** Ce sont tous ceux qui, comme

beaucoup d'entre vous, aident l'intercommunalité à se développer dans nos territoires.

Il y a aussi tous ceux qui relaient ce qu'elle fait et qui expliquent ce qu'elle est. C'est notamment le cas de la presse que je tiens à saluer à nouveau.

Nous savons que le talon d'Achille de l'intercommunalité, c'est sa notoriété et sa compréhension par les Français encore insuffisantes au regard du poids qu'elle a pris dans la vie locale. Nous avons deux ans pour progresser avant les rendez-vous de 2020. Nous comptons sur vous dans cet effort d'intérêt public.

Encore merci à tous. Excellente année 2018 !